

**COMITÉ D'HISTOIRE
DES MINISTÈRES CHARGÉS DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

SÉANCE PLÉNIÈRE

20 mars 2014

Ministère des sports – Salle Tabarly
95, avenue de France, Paris 13^e

Participants :

Denise Barriolade ; Jean-François Charlet ; Jean Durry ; Pierre François ; la directrice du musée national du sport : Marie Grasse ; Marianne Lassus ; Laurence Munoz ; Émile Picques ; Richard Monnereau ; Michel Simon ; le chef du bureau des archives des ministères sociaux : Éléonore Alquier ; les représentants du chef du service de l'IGJS : Michel Delagrée ; de l'INJEP : Emmanuel Porte ; de l'INSEP : Julien Faraut ; du DS : Renée Aymat ; du DJEPVA : Chantal Bruneau.

Excusés : le DRH : Joël Blondel ; Gérard Bosc ; Philippe Callé ; Martine Charrier ; Fabienne Deguilhem ; André Leclercq ; Pierre Parlebas ; Thérèse Salvador.

Invités : Patrick Clastres (Centre Histoire de Sciences Po) ; Pierre Lacroix ; Jacques Lastennet (préfiguration du comité d'histoire) ; Amélie Turet (présidente de la Société française pour l'histoire de Jeunesse et Sports (SFHJS)).

1. Rapport d'activités :

• Publications

Richard Monnereau fait le point sur les projets de publications d'ouvrage en cours. À cet égard, le partenariat avec le centre d'histoire de sciences politiques à Paris s'est renforcé au travers de 3 projets :

- La rédaction d'un ouvrage intitulé *Le sport à l'épreuve du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie au XX^e siècle*. Cet ouvrage s'inscrit dans un plan gouvernemental triennal sur la question du racisme. L'ouvrage est placé sous la responsabilité d'un comité de pilotage (Claude Boli, Patrick Clastres, Marianne Lassus) ; il s'articule autour de plusieurs thématiques précises et mobilise une vingtaine d'historiens et cinq sociologues. La remise du document, dont Jean Durry rédigera la conclusion, est fixée à l'été 2014 ; il sera publié chez Nouveau monde éditions.

Patrick Clastres indique que l'ouvrage ne se cantonnera pas à l'espace du sport mais examinera l'implication des étrangers dans le sport et la manière dont ils firent passer des idées. La question du rejet et de l'intégration sera examinée. Richard Monnereau souligne que la direction des sports, qui a passé commande de cet ouvrage, en assume le coût financier. Reste à régler la question technique du mode de règlement de la prestation des contributeurs : il faudra sans doute interroger le contrôle financier.

Jean Durry suggère de consacrer un sujet aux boxeurs, tout à fait emblématique dans un tel ouvrage.

- La nouvelle édition du rapport, publié en mars 2002, à la demande de Mme Marie-George Buffet durant son mandat de ministre, *La politique du sport et de l'éducation physique pendant l'occupation*. Son accord, et celui de Mme Fourneyron, ont été obtenus en vue d'une publication chez Nouveau monde éditions d'un tirage plus important qu'initialement (50 ex seulement). Il reste à scanner l'ouvrage (avec les services des Archives nationales), à régler le problème de l'iconographie (trop coûteuse et qui sera donc limitée), et compléter la bibliographie. Le président du groupe de rédaction initiale, M. Jean-Pierre Azéma, sera sollicité pour la rédaction de quelques lignes de présentation.

- Un autre ouvrage est en cours de constitution : un *Dictionnaire historique de l'inspection générale de la jeunesse et des sports* (IGJS). Il fait suite à une initiative de Jacques Lastennet qui a réalisé un annuaire, édité en 2012 par l'association professionnelle des IG. Sur la base de fiches recensant divers éléments de la vie et de la carrière de chaque IG, des notices biographiques seront rédigées par des historiens. Jusqu'ici 145 IG sont dénombrés et 70% de notices semblent déjà réalisables. Marianne Lassus a l'expérience de ce type de travail (cf. sa thèse) ainsi que Laurent Besse (avec le *Maitron : dictionnaire du mouvement ouvrier et du mouvement social*). Pour la réalisation de cet ouvrage, les IG actifs ou d'autres volontaires qualifiés seront mobilisés en vue de recueillir le plus grand nombre possible d'informations. Deux journées de travail seront organisées aux archives de Fontainebleau pour travailler sur les dossiers avec le soutien d'Éléonore Alquier.

Richard Monnereau précise que cette initiative ne relève pas d'un regard autocentré des IGJS sur eux-mêmes mais d'une sollicitation émanant d'historiens.

Le comité de pilotage pour ce travail est composé : des historiens Laurent Besse, Florence Carpentier, Patrick Clastres, Marianne Lassus, des IGJS Pierre François, Jacques Lastennet et Richard Monnereau ; la coordination et l'animation seront assurées par Patrick Clastres et Pierre François.

- **Exposition**

La direction des sports a sollicité le comité d'histoire pour qu'il prête son concours à la réalisation d'une exposition sur le sport durant la guerre de 1914. Dans le même temps, une même demande a été faite au musée national du sport qui a réalisé une exposition actuellement présentée au ministère. Le comité d'histoire a proposé que la direction des sports utilise une exposition réalisée précisément sur ce sujet à l'initiative de la fédération des Joinvillais. La direction des sports n'a finalement pas donné suite à cette dernière proposition.

- **Gestion des communications des journées d'étude**

Denise Barriolade et Pierre François exposent la difficulté du comité qui, jusqu'ici, n'a pas réussi (sauf exception pour l'ouvrage sur Maurice Herzog) à publier les contributions des intervenants des journées d'étude. Pour les contributeurs, notamment universitaires, la publication est un élément important pour leur carrière. Il convient donc de modifier notre méthode. En outre, l'organisation de ces journées exige une grande énergie qui, si elles ne sont pas suivies d'actions concrètes, créent un vide frustrant. Renforcer l'exploitation de ces journées par des films ou publications dans des revues spécialisées est un axe à travailler (avec l'INSEP, l'ENSA, des revues d'histoire...)

La journée sur « La neige. Pour qui ? Pourquoi ? » a été enregistrée et filmée par l'INSEP et diffusée sur canal-insep (<http://www.canal-insep.fr/fr/comite-dhistoire-privee>). Cette rubrique a été consultée de nombreuses fois (plus de 500 fois pour certaines interventions).

Les textes de quelques interventions de cette journée et de la précédente (« Les CREPS, une histoire mouvementée... »), sont consultables dans la rubrique du comité sur le site du ministère, mais cela reste très insuffisant.

C'est pourquoi, pour la prochaine journée d'étude sur « la gestion du risque dans le sport » (3 avril 2014), il a été demandé aux intervenants de produire le texte de leur intervention en amont de la journée (pour le 31 mars). Cette journée a obtenu le soutien du groupe AXA qui pourrait participer à la prise en charge la publication des actes au 1er trimestre 2015. Les éditions du Septentrion ont été contactées par Laurence Munoz ; le budget est estimé à 3000€.

La recherche de partenariats est donc nécessaire - et engagée - auprès d'universitaires notamment : le comité doit s'ouvrir, tout en préservant sa méthode, mêlant chercheurs, historiens, sociologues et témoins.

L'INSEP sera à nouveau présent pour l'enregistrement (son et image) et diffusion sur canal-insep.

Laurence Munoz fait valoir l'intérêt d'associer des étudiants, d'attribuer des aides pour susciter des travaux. S'agissant du programme de la journée du 3 avril, elle souligne la difficulté à rendre ce sujet particulier sous forme historique : il s'agit, dans ce cas, plus d'un historique des faits que d'un historique des intentions. Pour la publication, dont elle assure un suivi avec les éditions du Septentrion, un comité d'experts sera constitué pour la relecture des actes sur le fond ; d'ores et déjà les prescriptions de présentation, le calendrier et les autres

éléments à prendre en compte sont établis.

2. Projets

- **Le recueil de témoignages de CTP des disciplines artistiques**

Richard Monnereau évoque le projet, mentionné régulièrement depuis les origines même du comité, du recueil de témoignages de fonctionnaires ayant, à un titre ou un autre, marqué l'histoire de l'administration de la jeunesse et des sports. Il s'agit à la fois de retrouver la genèse d'initiatives, programmes, démarches ... de ce ministère pour en mesurer les apports et assurer une certaine transmission auprès des nouvelles générations. Le choix a été fait de cibler particulièrement les conseillers techniques et pédagogiques (CTP) ayant exercé - durablement- dans les disciplines artistiques. Des entretiens menés avec ces personnes seront enregistrés : il n'y aura pas de retranscription (travail trop lourd).

Pour mener cette opération, le comité a passé une convention avec la Société française d'histoire de Jeunesse et Sports (SFHJS), ex-association de préfiguration du comité d'histoire.

Denise Barriolade et Amélie Turet (présidente de l'association) indiquent que les documents sont prêts et ont fait l'objet d'une diffusion auprès de collecteurs potentiels : conventions, guide d'entretien, fiche d'étalonnage... Les enregistrements seront déposés aux archives nationales. D'autres exploitations sont possibles et un partenariat avec l'INJEP devrait être envisagé pour un accès à ces enregistrements via son site internet : un rendez-vous avec le directeur, M. Toche, sera pris en ce sens.

Une discussion s'ensuit au sujet de la liste de CTP établie avec le concours de diverses personnes (Michel Simon, Didier Hude, notamment, qui ont siégé en CAP). Cette liste n'est pas exhaustive et elle comporte des lacunes (notamment au niveau des coordonnées des intéressés) : chacun peut produire des informations complémentaires et chacun peut devenir collecteur.

S'agissant de l'enregistrement, Éléonore Alquier souligne l'importance de disposer d'un matériel offrant le format permettant la meilleure conservation (MP3). Les smartphones pourraient être utilisés mais ne disposent pas d'un temps d'enregistrement suffisant. Il conviendra également de réfléchir à la nature du dépôt en archives privées ou publiques.

Cette opération sera nécessairement menée durant une période longue ; elle s'inscrit dans un esprit proche de celui qui préside à la rédaction du dictionnaire historique des IGJS et pourrait aussi concerner d'autres personnels. C'est pourquoi le concours de chacun est sollicité, soit pour agir personnellement, soit pour mobiliser d'autres personnes.

- **Les consultations de la jeunesse**

Il s'agit d'une des nombreuses pistes de travail évoquées lors de la précédente réunion plénière. Philippe Callé et Laurent Besse (membre du comité scientifique du PAJEP) se sont investis dans la préparation d'un programme qui examinera les initiatives de François Missoffe (« Livre blanc »), de Paul Dijoud (358 directions de recherche...) et d'Édouard Balladur (« Consultation nationale des jeunes »). Des noms d'intervenants possibles sont mentionnés : Patricia Loncle pour le cas français, André-Jacques Dodin, du Conseil de l'Europe, pour un éclairage européen, Gérard Mauger pour son analyse très critique de la consultation « Balladur » ; de même des témoins seront sollicités.

3. Autres actions

- **La base de données corps et diplômes**

Après une laborieuse recherche de la base, disparue à la suite de l'instauration d'un nouvel intranet des ministères sociaux, une mise en ligne avait été effectuée dans la rubrique du comité d'histoire, du site du ministère pour une mise à disposition grand public. Après quelques mois de fonctionnement, le lien s'avère inactif. De surcroît, l'accès par mots-clés et dates n'était pas prévu ce qui retire tout intérêt à cette base. Il

conviendrait de consulter le service de documentation de l'INJEP qui détiendrait les documents nécessaires et d'examiner la situation avec la direction des sports, principale intéressée, qui gère les services de formation.

- **La rubrique internet du comité**

Elle est mise à jour de manière encore insuffisamment régulière : la personne en charge jusqu'en septembre dernier, reçue à un concours, ne peut plus assumer cette charge. C'est donc le bureau de la communication qui fait le nécessaire mais le comité ne fait pas partie de ses priorités. Il est envisagé de confier cette tâche à Jean-François Charlet, après accord du cabinet et formation, pour entrer les informations dans le site. La présentation des rubriques est assez terne et des « images » ont été sélectionnées pour illustrer chacune d'elles. L'absence d'un permanent au comité d'histoire ne permet pas d'être activement en recherche pour nourrir les rubriques « événements » et « bibliographie ». Il est donc fait appel aux membres du comité pour qu'ils pensent à signaler des manifestations et des ouvrages à intégrer.

- **Hommages aux disparus**

Il est apparu au comité d'histoire que la disparition de grandes figures qui ont marqué l'histoire du ministère de la Jeunesse et des Sports, pouvait être ignorée et ne pas donner lieu à un communiqué de presse du ministre, ou tout autre marque de respect. Certes, la disparition de Maurice Herzog a suscité de nombreux hommages. Cependant, au cours de 2013 ont également disparu, Olivier Philip (qui fut longuement le directeur du cabinet de Maurice Herzog) et Jean-Baptiste Grosborne, responsable du service de l'équipement. Ces deux derniers avaient d'ailleurs participé au colloque sur Maurice Herzog organisé par le comité d'histoire en novembre 2008. Le comité a donc proposé au cabinet de Mme Fourneyron, de mettre en place une veille pour signaler les disparitions de personnalités administratives ou associatives marquantes. Cette veille pourrait s'effectuer avec l'appui des fonctionnaires des directions qui ont eu à travailler avec ces personnes. Afin de donner un caractère « scientifique » à cette opération, le comité a sollicité Claude Pannetier, qui anime le Maitron, en vue de publier les fiches dont il dispose dans la partie « Mémoire » de la rubrique internet du comité.

- **Le PAJEP**

Denise Barriolade participe au comité scientifique et y représente le comité d'histoire. Un colloque est en préparation sur le thème de l'architecture des lieux d'éducation populaire depuis 1930 ; il se déroulera les 3, 4 et 5 décembre prochain : à l'école d'architecture du quai Malaquais, aux archives nationales de Pierrefitte et aux archives du Val-de-Marne.

Une nouvelle journée de sensibilisation des associations de JEP au versement de leurs archives est prévue à Bordeaux le 8 avril 2014. Denise Barriolade y participera pour présenter l'action du comité d'histoire.

4. Les moyens

- **Financiers**

Les budgets réalisés 2011/2012/2013 montrent à l'évidence la précarité du comité d'histoire. Le DFAS a proposé d'identifier une somme de 4000 € pour couvrir les frais de fonctionnement courant du comité, à charge pour celui-ci de solliciter les directions d'objectifs pour financer les projets d'études et de publications. Mais même cette proposition « minimaliste » n'a pu être correctement exécutée, le service « support » de la gestion de ces crédits de fonctionnement « fléchés » n'ayant pas été identifié. Contrairement à ce que prévoit l'arrêté de création du comité, celui-ci ne dispose donc pas des moyens de fonctionnement pourvus officiellement par la DFAS. C'est la DJEPVA qui continue à prendre en charge frais de déplacements, réalisation des dépliant des journées d'étude et autres frais courants sur ses propres moyens. Une lettre, restée sans réponse, été adressée par le président au DFAS pour clarifier la situation.

Il ne fait pas de doute qu'une telle situation, où le comité d'histoire est entièrement tributaire de la bienveillance d'un service pour assurer son fonctionnement courant, et ne peut financer le moindre de ses chantiers sans la permission d'une direction d'objectif, sinon à recourir, comme il va le faire pour l'organisation

de la journée d'étude sur « sport et risque » à du partenariat privé (avec les risques que cela comporte pour son indépendance scientifique), avec le problème récurrent dû à ces difficultés de financement de la publication de ses travaux, ne pourra pas s'éterniser.

Aucun budget prévisionnel ne peut être présenté pour 2014 dans ce contexte puisque la dotation budgétaire, pourtant inscrite dans l'arrêté créant le comité d'histoire n'a toujours pas été identifiée par la DEFAS (pas plus qu'en 2013).

- **Humains**

La situation est tout aussi précaire au plan des ressources humaines. Le travail du comité repose essentiellement sur un « bénévolat » qui pourrait s'épuiser. Une personne a été affectée au comité, en 2011, sans concertation. Force est de constater qu'elle n'a jamais accepté aucune tâche au prétexte qu'elles ne figuraient pas à son contrat (document qui n'a jamais été communiqué au comité). Elle a été nommée à nouveau à l'été 2013 mais ne s'est pas présentée depuis au président du comité d'histoire.

Une lettre de mission a conféré, en 2008, à Jean-François Charlet la responsabilité d'apporter son concours aux actions du comité, mais sans préciser le temps à leur consacrer. En charge d'autres dossiers, il ne lui est pas possible de s'investir plus de quelques heures et principalement pour l'organisation des comités de pilotage et journées d'études.

La comparaison des moyens de notre comité avec ceux de la culture, du travail... est peu flatteuse pour notre ministère.

5. Interventions diverses

- **Hommage à Jean Zay à l'occasion de son entrée au Panthéon**

Éléonore Alquier s'interroge sur l'initiative que le comité pourrait prendre à cette occasion. Un travail peut-il être mené en commun avec le ministère de la culture ? Pierre François évoque le séminaire tenu par l'association «Les amis de Jean Zay », en juin 2013 au CNRS (rue Malher), en présence du professeur émérite Antoine Prost sur le thème de la "pédagogie de Jean Zay". Les actes seront publiés par les CEMÉA en 2015.

Jean Durry souhaite pour sa part que des travaux soient menés sur Jean Zay et sur Léo Lagrange.

- **La Gazette des archives**

La publication d'un numéro spécial consacré au thème « Archives jeunesse/jeunesse des archives » est prévue pour septembre 2014. La mission des archives du ministère en charge de la jeunesse proposera un article. Pour sa part, le PAJEP proposera divers articles.

- **Travaux à envisager**

L'idée de travailler sur les listes des directeurs d'administration centrale est à nouveau évoquée. Au-delà des listes qui pourraient être mises en ligne dans la rubrique du comité, des notices biographiques pourraient être établies si des volontaires se manifestent pour ce nouveau travail.

- **Renouvellement du comité**

L'échéance est en juillet prochain après 3 ans de fonctionnement. Parmi les membres de droit, il y a lieu, notamment, de remplacer les personnes parties à la retraite. Dans le collège des personnalités qualifiées, certaines personnes n'ont jamais été présentes ou ne souhaitent plus être membres. Il convient de réfléchir et de prendre des contacts avant de faire des propositions au (à la) ministre qui décide.

- **Intervention de Jean Durry**

En fin de séance, Jean Durry souhaite rendre hommage au comité, pour ses productions, le dévouement, l'assiduité et l'enthousiasme de ceux qui s'y investissent. Il estime inadmissible qu'il ne dispose ni de budget (au moins 10 000€), ni de secrétariat tout en recevant parfois des « commandes » incohérentes (qui concernent le Musée).

Il évoque le cas de l'INRP qui avant sa disparition a cherché à sauvegarder la recension complète des textes officiels (depuis la Révolution) relatifs au sport et à l'éducation physique. Il fallait agir vite mais rien n'a été fait et c'est la fédération du sport scolaire qui a récupéré ces textes.

Enfin, il évoque le très intéressant *Dictionnaire universel des femmes* qui vient d'être publié aux Éditions des femmes.

En réponse au premier propos de J. Durry, Richard Monnereau estime que la situation précaire du comité ne pourra pas perdurer très longtemps et qu'il pourrait disparaître. Jacques Lastennet préconise d'en informer la ministre.

Jean Durry considère qu'elle ne connaît peut-être pas l'existence du comité et qu'il faudrait la sensibiliser à l'intérêt de l'histoire, de la mémoire, de la transmission.

La séance est levée à 17H